

RÈGLEMENTS ET AUTRES TEXTES RÉGLEMENTAIRES

PRÉSENTATION DU 7^E RAPPORT DU COMITÉ MIXTE PERMANENT

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, j'ai demandé à tous les partis d'accepter à l'unanimité de revenir à la présentation de rapports de comités afin que, en ma qualité de coprésident du comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires, je puisse présenter notre septième rapport, dans les deux langues officielles.

M. le vice-président: Y consent-on à l'unanimité?

Des voix: D'accord.

(Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui.)

INITIATIVES PARLEMENTAIRES-- MOTIONS

[Traduction]

LE BUDGET

L'OPPORTUNITÉ DE RÉDUIRE LA DETTE NATIONALE

M. Bill Attewell (Don Valley-Est) propose:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait envisager l'opportunité de présenter une mesure législative obligeant le gouvernement à présenter un budget annuel où le total des dépenses annuelles ne dépasse pas celui des revenus annuels, et que les revenus totaux en question ne comprennent pas les emprunts et que les dépenses totales excluent les coûts des intérêts sur la dette nationale et les remboursements du capital.

● (1820)

—Monsieur le Président, c'est vraiment un honneur pour moi de pouvoir parler ce soir de la motion M-86 que j'ai proposée. Elle est inscrite au *Feuilleton* depuis le 20 décembre 1985. Dans les quelques minutes qui me sont allouées, je voudrais faire brièvement l'historique de ce grave problème, parler de la performance du Canada en termes de déficits, de la dette nationale sans cesse croissante, de ce que notre gouvernement a accompli jusqu'ici pour renverser la situation, de ce que font d'autres pays, notamment les États-Unis d'Amérique, pour enfin résumer mes vues sur le sujet. Nous devons tous considérer la situation comme extrêmement grave. Nous devons en effet prendre conscience du fossé qui ne cesse de se creuser entre nos dépenses et nos recettes.

J'ai eu de nombreuses conversations avec les gens de Don Valley-Est qui tous, presque sans exception, sont en faveur d'une résolution comme celle-ci. J'ai quelques réflexions à faire sur ce problème dont le Canada n'a pas l'exclusivité. On peut dire sans crainte de se tromper que tous les niveaux de gouvernement dépensent à l'excès. Les contribuables sont fatigués et irrités de voir les dirigeants politiques, partout dans le monde, se montrer aussi imprévoyants et prodigues des précieux deniers publics.

Depuis plus longtemps que la plupart des électeurs et des démocraties occidentales peuvent se souvenir, trop de gouvernements dépensent sans compter. Les dépenses publiques en pourcentage du produit national brut augmentent depuis trop longtemps. En 1960, par exemple, les dépenses de seulement deux pays membres de l'OCDE dépassaient le tiers de leur

Dettes nationales

produit national brut. Cependant, 25 ans après, en 1985, 23 pays sur 24 dépensent plus du tiers de leur PNB. La moyenne s'établissait à 45 p. 100, variant de 31 p. 100 en Suisse à 64 p. 100 en Suède.

Voyons un peu la situation du Canada à cet égard, et je vais remonter à la dernière année où nous avons affiché un excédent, soit 1969-1970, l'excédent s'élevant à 331 millions de dollars. Je signale qu'à ce moment-là la dette nationale globale était légèrement inférieure à 18 milliards de dollars. En 1971-1972, le déficit annuel a franchi le cap du milliard pour s'établir à 1 milliard et demi de dollars. En 1975-1976, le déficit s'élevait à 5.7 milliards de dollars. En 1977-1978, nous avons franchi le cap des 10 milliards et à ce moment-là, la dette nationale atteignait 18.3 milliards de dollars. En 1982-1983, il était monté à 27.6 milliards de dollars. En 1983-1984, nous avons franchi le cap des 30 milliards pour enregistrer un déficit de 32.4 milliards de dollars. En 1984-1985, on avait prévu un déficit de 38.2 milliards de dollars, seuil qui aurait été atteint si le gouvernement conservateur nouvellement élu, n'avait eu recours à des mesures rigoureuses que je vous résumerai dans quelques instants.

Si l'on se donne la peine de suivre la progression de cet excès de nos dépenses par rapport à nos moyens depuis une décennie, on constate qu'il existe un lien entre ces dernières et la chute de notre devise. Quand la tendance s'est amorcée il y a environ dix ans, notre devise valait \$1.05 par rapport à la devise américaine. Par la suite, il s'est déprécié d'année en année pour ne plus valoir maintenant que 72c. Aujourd'hui, le service de notre énorme dette nationale qui se chiffre à 220 ou 230 milliards de dollars, nous coûte de 24 à 25 milliards par an. Sur une base annuelle, cette somme équivaut à \$1,024 pour chaque citoyen canadien, homme, femme et enfant.

Les sommes que nous avons dû y consacrer en 1974-1975, année où nos problèmes ont vraiment commencé, représentaient 16.6 p. 100 du PNB pour atteindre 45 p. 100 en 1984-1985. Si nous n'avions pas réagi, si nous avions maintenu cette tendance, en 1990-1991, la proportion aurait atteint 63 p. 100 du PNB. Heureusement, le gouvernement a pris plusieurs mesures d'envergure pour redresser la situation.

En novembre 1984, le ministre des Finances (M. Wilson) dans un exposé économique très détaillé a expliqué ce qui allait se passer au cours des prochaines années et il a alors proposé des compressions de l'ordre de 4 milliards. Le budget de mai 1985 a constitué une autre étape dans la voie de cette austérité financière, et dans le budget du 26 février 1986, il a été prévu que le déficit annuel reculerait en deçà des 30 millions. Les dépenses facultatives ont été réduites à moins de 3 p. 100. Enfin, il y a quelques mois à peine, une série de rapports importants ont été publiés. Je veux parler du groupe de travail Nielsen. Formé notamment de représentants du secteur privé, il a procédé à l'étude très détaillée de quelque 989 projets du gouvernement. Bien des gens, y compris moi-même, comptent bien que le gouvernement pourra ainsi faire économiser aux contribuables des sommes importantes lorsque les différents comités examineront les multiples options et recommandations à l'intérieur du groupe.